

(N° 217.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MARS 1925.

Proposition de loi

modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines (1).

2^{ME} RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DONNAY.

MESSIEURS,

Lorsqu'à la fin de la session dernière la Chambre aborda la discussion de cette proposition de loi, de très nombreux amendements furent déposés, les uns par le Gouvernement, les autres par des membres de la plupart des groupes. La variété et la multiplicité de ces amendements menaçant de prolonger la discussion outre mesure au détriment de sa clarté, la Chambre décida de renvoyer la question à la Section centrale.

Avant d'aborder l'examen des articles, une première constatation s'impose : la discussion générale entamée a confirmé l'unanimité de la Chambre en ce qui concerne l'utilité de l'institution de délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille. Non seulement elle n'a pas été contestée, mais elle a été proclamée par tous les orateurs qui ont pris la parole et en particulier par l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail. L'hommage qu'il a rendu au dévouement et au zèle que ces utiles auxiliaires des ingénieurs des mines apportent dans l'accomplissement de leur mission, constitue le plus bel éloge que l'on puisse faire de leur contribution à la sécurité et à la salubrité des travaux miniers.

Une seconde constatation qui corrobore la première, c'est que tous les amendements proposés ont pour but, soit d'assurer des garanties sérieuses de capacité, d'expérience professionnelle, d'indépendance et de sagesse de la part des aspi-

(1) Proposition de loi, n° 51 (1921-1922).

Rapports, n°s 174 et 359 (1921-1922).

Amendements, n°s 309, 388, 430, 436, 439 et 440 (1921-1922).

(2) La Section centrale, était composée de M. Tibbaut, président, Donnay, Moury, Bologne, Heyman, Flagey et Piérard.

rants délégués à l'inspection, soit de leur assurer les moyens d'effectuer consciencieusement l'intégralité de leur mission, toute de confiance et de loyauté.

C'est en s'inspirant de ces considérations que la Section Centrale a examiné tous les amendements présentés et en a retenu un certain nombre, dont la plupart émanent du Gouvernement. Les modifications introduites étant assez nombreuses, elle a jugé devoir donner en annexe la proposition nouvelle qu'elle vous soumet.

EXAMEN DES ARTICLES MODIFIÉS.

Article 3. — Il précise les droits et les devoirs des délégués dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ont le droit, mais sans les déplacer et sans en lever copie, de prendre connaissance des plans des couches en exploitation, ainsi que des listes des ouvriers. Ils peuvent aussi exiger un guide pour leurs parcours souterrains.

Ces facultés données aux délégués sont indispensables pour leur permettre de remplir leur mission d'une façon intelligente et sûre. Ils doivent consulter les plans pour se renseigner sur le degré d'avancement des travaux qu'ils jugent devoir surveiller plus spécialement et pour s'assurer que dans les environs de ceux-ci, il n'existe pas d'anciens travaux ou d'autres causes capables de provoquer des accidents.

Le même article leur impose le devoir de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

A ces stipulations actuellement en vigueur, il est proposé d'ajouter un alinéa ainsi conçu : « *les exploitants leur fournissent tous les moyens de visiter les travaux* ».

Ce texte résume divers amendements déposés dont les uns ayant pour but d'assurer que les visites se fassent à toutes les heures de la journée et parfois le dimanche, les autres réclamant que chaque exploitant tienne constamment à la disposition du délégué un équipement complet de mineur.

Il ne peut être mis en doute que le délégué peut descendre à toute heure du jour et de la nuit, dimanche compris; les instructions ministérielles actuellement en vigueur sont formelles à cet égard. Il lui appartient d'apprécier le jour et l'heure les plus propices pour les constatations qu'il doit faire, mais il n'en reste pas moins vrai qu'il doit, autant que possible, éviter des descentes successives à des jours et heures fixes dans les mêmes sièges.

Il faut reconnaître toutefois que, dans la pratique, certains délégués peuvent rencontrer des difficultés pour s'équiper et obtenir un guide s'ils se présentent à certaines heures, de la nuit surtout, à moins de prévenir de leur visite, ce qu'il ne serait pas raisonnable d'exiger. C'est pourquoi le droit du délégué de descendre au jour et à l'heure qui lui conviennent, impose à l'exploitant le devoir de tenir toujours à sa disposition l'équipement complet qui lui est indispensable.

Il va de soi que cet équipement doit être placé en un endroit où le délégué puisse toujours avoir accès à toute heure du jour et de la nuit, sans devoir recourir au concours de personne.

Il n'est pas moins utile que l'administration des mines mette à la disposition de chaque délégué, certains appareils dont à chaque moment il peut avoir besoin soit pour préciser certaines constatations, soit pour apprécier la quantité, la vitesse ou la qualité de l'air circulant dans certains endroits de la mine, soit pour mesurer la température dans certains chantiers. Un thermomètre, un hygromètre, un anémomètre, un compte-mailles, un palmer, un compas épaisseur, sont particulièrement nécessaires.

Article 9. — Il énumère les conditions requises pour l'éligibilité aux fonctions de délégué. Nul ne peut être nommé, stipule le 2^o, s'il n'est âgé d'au moins 50 ans et de 52 ans au plus.

L'âge maximum est fixé à 52 ans afin que tout délégué nommé puisse au moins remplir un mandat entier dont la durée est de huit ans, avant d'avoir atteint l'âge fixé pour la mise en retraite.

Article 11. — Outre la qualité de Belge, les conditions d'âge et d'exercice de la profession depuis un temps déterminé, nul n'est éligible s'il n'est porteur d'une attestation délivrée par l'Ingénieur en Chef-Directeur des Mines, à la suite d'une épreuve établissant qu'il sait lire et écrire, connaît les quatre règles de l'arithmétique et les notions élémentaires relativement à la lecture des plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateau et en dressant. Afin de bien préciser les matières d'ordre professionnel sur lesquelles portera l'épreuve, il est spécifié à l'alinéa 3, *in fine*, que cette épreuve établira également qu'il « *possède des notions suffisamment étendues sur les mesures de sécurité que comporte le travail de la mine* ».

La mission essentielle du délégué consistant à veiller à la sécurité des travailleurs de la mine, il est évident qu'il doit connaître tout spécialement les mesures propres à l'assurer.

Quant au jury devant lequel aura lieu cette épreuve, il est composé de l'Ingénieur en Chef-Directeur des mines, d'un représentant des patrons et d'un représentant des ouvriers, choisis par le Ministre.

Certains auteurs d'amendements ont suggéré l'idée de choisir les représentants des patrons et ceux des ouvriers parmi les membres de la Commission nationale mixte des mines. Il a été objecté que cette Commission constituée par arrêté ministériel n'a qu'une existence précaire et non légale. Cette objection suffit-elle à écarter l'idée? On peut en douter, mais ce qui est certain c'est que cette Commission jouit d'une grande confiance qui vient de se confirmer encore dans des circonstances extrêmement tendues. La sagesse dont elle a fait preuve a largement contribué à calmer en quelques jours, un conflit qui aurait pu aboutir à des conséquences d'une gravité exceptionnelle.

Cette institution a fait ses preuves et la Section centrale propose d'accorder la préférence à ses membres pour faire partie du jury appelé à juger l'épreuve de capacité des aspirants à la délégation, en ajoutant au 4^{me} alinéa : « *et choisis de préférence parmi les membres de la Commission nationale des mines* ».

Ce texte n'implique pas l'obligation absolue, mais comme on l'objectait, il n'est pas non plus une entrave au cas où, éventuellement, cet organisme serait

dissons C'est de plus une légitime satisfaction pour ceux qui considèrent, avec raison d'ailleurs, que les garanties de capacité sont essentielles et qu'il faut en confier la constatation à des hommes ayant la confiance des patrons et des ouvriers.

Un membre déclare « rechercher avant tout la garantie dans la capacité » et l'indépendance des ouvriers-inspecteurs. La capacité doit être établie » suivant un contrôle inspirant confiance aux ouvriers et aux patrons ; mais » la désignation doit être faite par l'autorité qui est supérieure aux intérêts » en présence. Si cela dépendait de l'une des parties en cause, elle nuirait à » l'indépendance du titulaire.

» C'est pourquoi l'élection des ouvriers-inspecteurs présente des inconvénients qui doivent l'écarter. »

ART. 14. — Les électeurs sont convoqués par le le Ministre de l'Industrie et du Travail et pour la première fois dans les six mois de la publication de la loi.

Les délégués en fonctions lors de la mise en vigueur de la loi achèveront leur mandat.

Cette exception ne peut concerner que les délégués ayant dépassé l'âge de la mise à la retraite fixé par la présente loi, et ne peut se justifier que comme une faveur accordée à ceux qui, les premiers, ont assumé la charge de délégué et ont blanchi dans l'exercice de ces fonctions.

ART. 16. — Seront admis comme candidats dans chaque circonscription :

1° sans être soumis à l'épreuve ni à l'élection, les délégués dont le mandat arrive à expiration ;

2° les quatre personnes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages à l'élection.

Il ne se concevrait pas qu'un homme qui a exercé les fonctions de délégué pendant plusieurs années doive subir à nouveau l'épreuve qui doit établir qu'il possède les connaissances requises. Il a paru de même, que, pour assurer son entière indépendance, il était préférable qu'il ne soit plus soumis à élection.

ART. 18. — Le mode de nomination reste aujourd'hui comme en 1897, la question la plus controversée, et les systèmes proposés sont aussi nombreux que variés.

Sous le régime de la loi actuelle, ils sont choisis par le Ministre, sur une liste double de candidats présentés par les sections des mines des Conseils de l'Industrie et du Travail. Si des présentations régulières ne sont pas faites, le Ministre les désigne.

C'est ce mode de nomination qui a surtout été l'objet de critiques et l'élection directe par les ouvriers âgés de 21 ans, continue à avoir les préférences des ouvriers de la mine. Sur 96 pétitions d'organisations professionnelles de mineurs qui sont parvenues à la Chambre, toutes, sans exception, revendiquent l'élection par les ouvriers. A deux reprises, la Section

centrale, à l'unanimité, a admis ce système à la condition d'y appliquer la représentation proportionnelle.

Lors de la discussion à la Chambre, d'autres propositions ont surgi : la nomination à vie, par le Ministre ; le choix par les ouvriers de dix candidats à soumettre à l'épreuve de capacité et la désignation par le Ministre d'un effectif et d'un suppléant parmi ceux ayant satisfait à l'examen à la condition que six au moins d'entre eux soient jugés aptes ; enfin, la désignation de quatre candidats par la Commission nationale mixte des mines, parmi lesquels le Ministre devait choisir l'effectif et le suppléant.

Il apparaît clairement que ces amendements procèdent de deux conceptions nettement caractérisées. Pour les uns le délégué est un mandataire choisi par les ouvriers pour un temps déterminé, pour les autres il est un fonctionnaire de l'administration des mines. Nombreux sont les arguments invoqués pour défendre ces deux tendances sur lesquelles les avis continuent à rester très partagés.

Cette considération oblige à trouver une solution transactionnelle s'inspirant des diverses propositions et évitant ce qu'elles pouvaient avoir d'excessif.

Celle qui vous est proposée paraît susceptible de donner satisfaction aux partisans de l'idée du délégué mandataire en ce sens que, exception faite pour ceux actuellement en fonctions, tous les aspirants seront d'abord élus par les ouvriers à moins toutefois que, dans une circonscription déterminée, quatre ouvriers au moins n'aient pas satisfait à l'épreuve. D'autre part, elle tient largement compte des préférences de la stabilité de l'emploi de délégué.

Une fois désigné comme effectif, il n'a plus à être soumis ni à l'épreuve, ni à l'élection, même si son mandat expire durant les deux années de stage.

Il est utile d'observer toutefois que la présente loi apporte un correctif à ce que la stabilité peut avoir de trop absolu. Ce qu'on reproche surtout à la stabilité, c'est d'énervier l'esprit d'initiative chez certains de ceux qui en sont assurés. Heureusement, ces critiques sont exagérées, mais dans la présente loi, la stabilité n'est que conditionnée et est subordonnée à l'accomplissement de la mission confiée au délégué, puisque tous les huit ans la nomination de l'effectif doit être renouvelée.

C'est par quatre voix et deux abstentions que la Section centrale a approuvé la proposition nouvelle annexée à ce rapport.

Le Rapporteur,

S. DONNAY.

Le Président,

E. TIBBAUT



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1923.

WETSVOORSTEL

tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij afgevaardigden-werklieden bij het mijntoezicht worden aangesteld (1).

TWEEDE AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2)

UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **DONNAY**.

MIJNE HEEREN,

Toen bij het sluiten van het jongste zittingsjaar de Kamer de behandeling van dit wetsvoorstel heeft aangevat, werden tal van amendementen daarop ingediend zoo door de Regeering als door de leden der onderscheidene Kamergroepen. Door de verscheidenheid en de talrijkheid dezer amendementen dreigde de behandeling buitenmate te worden verlengd tot groot nadeel der duidelijkheid ervan; daarom besliste de Kamer het vraagstuk terug naar de Middenafdeeling te verwijzen.

Alvorens tot het onderzoek der artikelen over te gaan dient men de volgende bevinding vast te stellen : uit de aangevangen algemeene behandeling is de eensgezindheid der Kamer gebleken over het nut der afvaardiging van werklieden bij het toezicht der kolennijnen. Dit nut werd niet enkel niet betwist, doch het werd zelfs door al de sprekers en inzonderheid door den achtbaren Minister van Nijverheid en Arbeid bevestigd. De hulde, door den Minister gebracht aan de toewijding en den iever welke deze nuttige helpers der mijningenieurs in de vervulling hunner taak aan den dag leggen, is de vleidendste lofspraak welke men geven kan over hunne medewerking voor de veiligheid en den gezondheidstoestand der mijnwerken.

Deze eerste bevinding wordt nog versterkt door het feit, dat al de voorgestelde amendementen ten doel hebben, hetzij ernstige waarborgen van bekwaamheid, van beroepservaring, van onafhankelijkheid en van wijs beleid bij de kandidaten te verzekeren, hetzij hun de middelen te verschaffen om hunne zending, die eene zending² van vertrouwen en van eerlijkheid, onverminderd en gewetensvol te vervullen.

Uitgaande van deze beschouwingen heeft de Middenafdeeling al de voorgestelde amendementen onderzocht en op enkele, die meestal uitgaan van de Regeering, hare bijzondere aandacht gevestigd. Daar de aangebrachte wijzigingen nog al talrijk zijn, heeft zij het noodig geoordeeld U haar voorstel als bijlage voor te leggen.

(1) Wetsvoorstel, nr 51 (1921-1922),

Verslagen, nrs 174 en 359 (1921-1922).

Amendementen, nrs 309, 388, 430, 436, 439 en 440 (1921-1922).

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Donnay, Moury, Bologne, Heyman, Flagey en Piérard.

Onderzoek der gewijzigde artikelen.

ART. 3. — Dit artikel bepaalt de rechten en de plichten der afgevaardigden in de uitoefening van hun ambt. Zij hebben het recht kennis te nemen van de plans der ontgonnen lagen en van de lijsten der werklieden; zij mogen ze echter niet elders overbrengen noch daarvan afschrift nemen. Zij kunnen insgelijks een leidsman eischen voor hunne bezoeken in de ondergrondse werken.

De afgevaardigden moeten volstrekt over dit recht beschikken om hunne zending op verstandige en zekere wijze te kunnen vervullen. Zij moeten de plans raadplegen om zich te vergewissen in hoeverre de werken, welke zij op bijzondere wijze willen nagaan, vorderen en om zich te verzekeren of er in den omtrek geene oude oprichtingen of andere oorzaken bestaan, waaruit ongevallen kunnen ontstaan.

Hetzelfde artikel verplicht hen de maatregelen na te leven, welke door de reglementen zijn voorgeschreven om de orde en de veiligheid in de werken te verzekeren.

Aan deze bestaande bepalingen wil men thans een lid toevoegen, luidende: « De ontginners verschaffen hun alle middelen om de werken na te gaan. »

In dezen tekst zijn onderscheidene amendementen samengevat, waarvan sommige ten doel hadden, de bezoeken te doen gebeuren op alle uren van den dag en soms des Zondags, andere, den bedrijfsleider te verplichten bij voortduur eene volledige uitrusting van mijnwerker ter beschikking te houden van den afgevaardigde.

Het kan niet betwist worden, dat de afgevaardigde op alle uren van den dag en van den nacht, met inbegrip van den Zondag, in de mijn afdalen mag; de bestaande ministerieele onderrichtingen dulden op dat gebied geen tegenspraak. Hem hoort het te oordeelen over dag en uur welke het meest geschikt zijn voor zijn toezicht; niettemin blijft het echter waar dat hij, in de mate van het mogelijke, vermijden moet opvolgenlijke afdalingen te doen op bepaalde dagen en uren in dezelfde putten.

Niettemin moet men erkennen, dat, practischerwijs, sommige afgevaardigden moeilijkheden kunnen ontmoeten om eene toerusting en een geleider te bekomen, indien zij zich op sommige uren, vooral des nachts, aanbieden, zonder van hunne komst vooraf kennis te geven, hetgeen men redelijkerwijs niet eischen kan. Uit dien hoofde dus moet het recht van den afgevaardigde om op dag en uur dat het hem belijft neer te dalen, gepaard gaan met de verplichting voor den bedrijfsleider, altijd de vereischte uitrusting ter beschikking van den afgevaardigde te houden.

Deze uitrusting moet zich bevinden in eene plaats waar de afgevaardigde op elken stond bij dag en bij nacht toegang heeft, zonder iemand te moeten lastig vallen.

Het is even noodzakelijk dat het bestuur van de mijnen ter beschikking stelt van iederen afgevaardigde sommige toestellen die hij elk oogenblik kan noodig hebben hetzij om zekere zaken nauwkeuriger op te nemen, hetzij om de hoeveelheid, de snelheid en de hoedanigheid van de lucht te kunnen opnemen op sommige plaatsen van de mijn, hetzij om de temperatuur te meten in sommige werkhuizen.

Een warmtemeter, een vochtigheidsmeter, een windmeter, een mazenteller, een palmer, een diktepasser, zijn vooral noodig.

ART. 9. — Dit vermeldt de vereischte voorwaarden om te kunnen verkozen worden tot afgevaardigde.

Niemand kan verkozen worden, zegt n^r 2^o, indien hij niet ten minste 30 jaar oud is en ten hoogste 52.

De hoogste leeftijd is vastgesteld op 52 jaar, opdat elk afgevaardigde ten minste een geheel mandaat, waarvan de duur acht jaar is, kunne vervullen, alvorens de voor het pensioen vastgestelde leeftijd is bereikt.

ART. 11. — Behalve de hoedanigheid van Belg, de vereischten van leeftijd en van werkzaamheid in de mijn sedert een bepaalden tijd, moet ook elk verkiesbare houder zijn van een getuigschrift, afgeleverd door den Hoofdingenieur-Bestuurder der Mijnen afgeleverd na eene proeve die bewijst dat hij kan lezen en schrijven, de vier hoofdbewerkingen van de rekenkunde kent en de eerste beginselen kent tot het begripen der plans van de ontginning eener laag in hare horizontale en loodrechte uitgestrekt-

heid. Om goed de vakkundige stof aan te duiden waarover de proef zal afgenomen worden, wordt er bepaald in lid 3, *in fine*, dat deze proef eveneens moet bewijzen dat :
» hij een genoegzame uitgebreide kennis bezit omtrent de veiligheidsmaatregelen in zake mijnarbeid, »

Daar het de hoofdtak van den afgevaardigde is voor de veiligheid van de mijnarbeiders te zorgen, spreekt het vanzelf dat hij vooral de daartoe passende maatregelen kenne.

De jury, voor dewelke de proef moet afgelegd worden bestaat, uit den Hoofd directeur van de mijnen, uit een vertegenwoordiger van de patroons en uit een vertegenwoordiger van de arbeiders door den Minister aangewezen.

Eenige indieners van amendementen hebben de gedachte vooruitgezet de vertegenwoordigers der patroons en deze arbeiders te kiezen onder de leden van de Gemengde Nationale Commissie voor de Mijnen. Er werd tegen ingebracht dat deze Commissie, opgericht bij ministerieel besluit, slechts een tijdelijk en niet wettelijk bestaan heeft. Is deze opwerping voldoende om ervan af te zien? Men kan er aan twijfelen, maar zeker is het dat deze Commissie groot vertrouwen inboezemt, wat onlangs nog gebleken is in zeer moeilijke omstandigheden.

Haar verstandig optreden heeft er grootelijks toe bijgedragen om een conflict, dat buitengewoon zware gevolgen had kunnen hebben, stil te leggen.

Deze instelling heeft hare proeven geleverd, en de Middenafdeeling stelt voor, aan hare leden de voorkeur te geven om deel uit te maken van de jury, aangewezen om de bekwaamheidsproef te beoordeelen van de candidaat-afgevaardigden, met aan het vierde lid toe te voegen : *en bij voorkeur aangewezen onder de leden van de Gemengde Nationale Mijncommissie. »*

Deze tekst stelt geene volstrekte verplichting, maar, zooals men opwerpt, is het ook geene belemmering voor het geval dat eventueel dit organisme zou opgeheven worden.

Dit is bovendien eene billijke voldoening voor hen die, terecht overigens, de waarborgen van bekwaamheid als hoofdzakelijk aanzien en van gevoelen zijn, dat de vaststelling daarvan moet toevertrouwd worden aan personen die het vertrouwen bezitten van werkgevers en werknemers.

Een lid verklaart : « De waarborg moet voor alles worden gezocht in de bevoegdheid en de onafhankelijkheid der werklieden-toezichters. De bevoegdheid moet worden vastgesteld volgens een contrôle die vertrouwen inboezemt aan de werklieden en de werkgevers; de aanstelling moet echter worden gedaan door de overheid welke boven wederzijdsche belangen staat. Moest die aanstelling van eene der partijen afhangen, dan zou zij de onafhankelijkheid van den titelvoerder schaden.

» Uit dien hoofde levert de verkiezing der werklieden-toezichters bezwaren op, welke dienen te worden geweerd. »

ART. 15. — De kiezers worden opgeroepen door den Minister van Nijverheid en Arbeid en, voor de eerste maal, binnen zes maanden na de bekendmaking der wet.

De afgevaardigden, die in dienst zijn bij het in werking treden der wet, zullen hun mandaat voleindigen.

Deze uitzondering kan slechts gelden voor de afgevaardigden die den door deze wet bepaalden pensioensleeftijd hebben overschreden, en kan slechts worden gerechtvaardigd als eene gunst welke verleend wordt aan hen die, de eersten, den last van afgevaardigde hebben op zich genomen en in de uitoefening van hun ambt zijn vergrijsd.

ART. 16. — Worden in elke omschrijving als candidaat toegelaten :

1^o Zonder aan een bekwaamheidsexamen noch aan de verkieging te worden onderworpen de afgevaardigden wier mandaat een einde neemt;

2^o De vier personen die het grootste getal stemmen bij de kiezing hebben bekomen.

Het is niet aan te nemen, dat hij, die het ambt van afgevaardigde tijdens vele jaren heeft uitgeoefend, opnieuw het bekwaamheidsexamen moet ondergaan om te bewijzen dat hij de vereischte kennis bezit. Om de volkomen onafhankelijkheid van den afgevaardigde te verzekeren, scheen het insgelijks verkieslijk dezen niet aan herkiezing te onderwerpen.

ART. 18. — De wijze van aanstelling blijft heden, zooals in 1897, het meest betwiste vraagstuk, en de voorgestelde wijzen zijn even talrijk als verscheiden.

Bij de bestaande wet worden zij aangewezen door den Minister die zijne keuzen doet onder de kandidaten voordragen door de onderscheidene afdelingen der Nijverheids- en Arbeidsraden. Worden geene regelmatige voorstellen gedaan, dan doet de Minister de aanstelling van ambtswege.

Deze wijze van aanstelling vooral wordt betwist, en de rechtstreeksche verkiezing door de werklieden van ten minste 21 jaar blijft steeds de voorkeur der mijnwerkers hebben. Zes en negentig verzoekschriften, uitgaande van beroepsverenigingen van mijnwerkers, zijn bij de Kamer ingekomen en alle, zonder uitzondering, eischen de verkiezing door de werklieden.

Tot tweemaal toe heeft de Middenafdeeling eenparig dit stelsel goedgekeurd op voorwaarde de evenredige vertegenwoordiging daaroptoe te passen.

Bij de bespreking in de Kamer werden andere voorstellen gedaan : de levenslange benoeming door den Minister; de keuze, door de arbeiders, van tien kandidaten die zich voor de bekwaamheidsproef zouden aanbieden, en de benoeming door den Minister van een titelvoerenden afgevaardigde en een plaatsvervanger onder degenen die het examen hebben afgelegd, op voorwaarde dat ten minste zes van hen geschikt geoordeeld worden; ten slotte, de aanstelling van vier kandidaten door de Gemengde Nationale Commissie der mijnen, onder dewelke de Minister den titelvoerenden werkelijken candidaat en den plaatsvervanger moest kiezen.

Het springt in 't oog dat deze amendementen steunen op twee duidelijk gekenmerkte opvattingen. Voor de eenen is de afgevaardigde een mandataris, door de werklieden voor een bepaalden tijd gekozen; voor de anderen is hij een ambtenaar van het bestuur der mijnen. Talrijke beweeggronden worden aangevoerd om deze twee strekkingen, waarover de meeningen zeer verdeeld blijven, te verdedigen.

Daarom moet eene overgangsoplösing gevonden worden die steunt op de verschillende voorstellen en die vermijdt wat zij overdrevens konden inhouden.

De oplossing, die u wordt voorgesteld, schijnt wel voldoening te kunnen schenken aan de voorstanders van den afgevaardigde-mandataris in dezen zin dat, met uitzondering van degenen die reeds in bediening zijn, al de kandidaten eerst zullen gekozen zijn door de werklieden, ten ware evenwel in eene bepaalde omschrijving vier werklieden ten minste aan de proef niet hebben voldaan. Anderzijds houdt zij ruimschoots rekening met de voorkeur van de vastheid van het ambt van afgevaardigde.

Eens als titelvoerenden candidaat aangewezen dient, hij niet meer de proef noch de verkiezing te onderstaan, zelfs wanneer zijn mandaat verstrijkt gedurende de twee stage-jaren.

Men moet evenwel doen opmerken dat deze wet het al te strakke karakter van de stabiliteit verbetert. Men verwijt vooral aan die stabiliteit eene verlamming van den onderneminggeest van sommigen onder hen die ze bezitten. Gelukkig is deze critiek overdreven, maar in de tegenwoordige wet is de stabiliteit enkel afhankelijk gesteld van, de vervulling van de taak aan den afgevaardigde opgedragen, vermits om de acht jaar de benoeming van den titelvoerenden afgevaardigde moet vernieuwd worden.

Met vier stemmen tegen twee onthoudingen heeft de Middenafdeeling het nieuwe voorstel, aan het verslag toegevoegd, goedgekeurd.

De Verslaggever,

S. DONNAY.

De Voorzitter

E. THIRAUT

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille.

Texte amendé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille sont institués conformément aux dispositions de la présente loi.

Ils ont pour mission :

1° D'examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains des mines de houille, ainsi que les installations de la surface qui se rapportent directement à l'exploitation de la mine ;

2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnées ;

3° De signaler, le cas échéant, à l'administration des mines les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller (1).

Ils sont placés sous la direction et la surveillance des ingénieurs du Corps des Mines, aux instructions desquels ils ont à se conformer pour l'accomplissement de leur mission.

En cas de nécessité ou d'urgence, les délégués peuvent agir d'après leur propre initiative, sauf à en ré-

(1) La finale de cet alinéa est supprimée.

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen worden aangesteld.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeling.

EERSTE ARTIKEL.

Afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkolenmijnen worden overeenkomstig de bepalingen dezer wet aangesteld.

Zij zijn gelast :

1° De ondergrondse werken der steenkolenmijnen, alsmede de bovengrondse inrichtingen die rechtstreeks tot de mijnontginning behoren, te onderzoeken met het oog op de gezondheid en veiligheid der werklieden ;

2° Mede te werken tot het vaststellen van de ongevallen en tot het opsporen van de oorzaken dier ongevallen ;

3° De overtredingen der wetten en besluiten op den arbeid, welke de mijningenieurs moeten doen naleven, bij voorkomend geval te doen kennen aan den Dienst van het Mijnwezen (1).

Zij staan onder de leiding en het toezicht der ingenieurs van het Mijnkorps, wier onderrichtingen zij tot het vervullen hunner opdracht moeten naleven.

Is het noodzakelijk of spoedeischend, dan kunnen de afgevaardigden handelen op eigen hand,

(1) Het slot van deze alinea wordt weggelaten.

féer immédiatement à l'ingénieur des Mines.

ART. 2.

Le nombre, l'étendue et les limites des circonscriptions dans lesquelles les délégués à l'inspection des mines exercent leurs fonctions, sont déterminés par arrêté royal (1).

ART. 3.

Les délégués à l'inspection des mines peuvent, sans toutefois les déplacer et sans en lever copie, prendre connaissance des plans des couches en exploitation, ainsi que des listes des ouvriers.

Les exploitants leur fournissent tous les moyens de visiter les travaux.

Les délégués peuvent exiger un guide pour leurs parcours souterrains.

Ils sont tenus de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

ART. 4.

Les délégués à l'inspection des Mines ne peuvent être membres, ni des Conseils de prud'hommes, ni des Conseils de l'Industrie et du Travail, ni des Chambres législatives, ni des conseils provinciaux ou communaux.

Ils ne peuvent être investis d'un mandat quelconque au sein d'un syndicat professionnel.

(1) Le second alinéa de l'article 2 est supprimé.

mits zij dadelijk verslag daarvan doen aan den Mijnningenieur.

ART. 2.

Het getal, het gebied en de grenzen der omschrijvingen, binnen welke de afgevaardigden bij het mijn-toezicht hun ambt uitoefenen, worden bij Koninklijk besluit bepaald (1).

ART. 3.

De afgevaardigden bij het mijn-toezicht mogen kennis nemen van de plans der ontgonnen lagen en van de lijsten der werklieden; zij mogen ze echter niet elders overbrengen noch daarvan afschrift nemen.

De ontginners verschaffen hun alle middelen om de werken na te gaan.

Zij kunnen een leidsman eischen voor hunne bezoeken in de ondergrondse werken.

Zij zijn verplicht de maatregelen na te leven, welke door de reglementen zijn voorgeschreven om de orde en de veiligheid in de werken te verzekeren.

ART. 4.

De afgevaardigden bij het mijn-toezicht mogen lid zijn noch van de Werkrechtersraden, noch van de Nijverheids- en Arbeidsraden, noch van de Wetgevende Kamers, noch van de provinciale raden of gemeenteraden.

Zij mogen niet met eenig mandaat in den schoot eener berbeepsvereeniging bekleed worden.

(1) Lid 2 van dit artikel wordt wegge-
laten.

ART. 5.

Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent faire le commerce.

Cette interdiction s'étend à leur femme et à leurs enfants et alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

ART. 6 (anciens 6 et 7).

Les délégués jouissent, à charge de l'État, d'une indemnité annuelle et de frais de route; le montant en est déterminé par arrêté royal.

Ils continuent à jouir des avantages accordés par les Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, auxquelles se trouvaient affiliées les exploitations où ils étaient occupés en dernier lieu.

Les retenues réglementaires sont, le cas échéant, opérées sur leur indemnité et versées, par les soins de l'État, aux caisses dont il s'agit.

Les délégués continuent, en outre, à jouir des avantages accordés aux ouvriers mineurs en vertu de décisions prises par la Commission Nationale Mixte des Mines.

Un arrêté royal déterminera les modalités de leur participation aux distributions gratuites de charbon.

ART. 7 (ancien 8.)

Le Ministre peut toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux chargés de l'étude de questions concernant la sécurité ou la salubrité.

ART. 5.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht mogen geen handel drijven.

Dit verbod geldt voor hunne vrouw en voor hunne kinderen en aanverwanten in de rechte linie, die bij hen inwonen.

ART. 6 (vroeger 6 en 7).

Een jaarlijksche vergoeding en reiskosten, bij Koninklijk besluit te bepalen, worden, ten laste van den Staat, aan de afgevaardigden bij het mijntoezicht uitbetaald.

De afgevaardigden bij het mijntoezicht behouden aanspraak op de voordeelen verleend door de Voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers, waarbij de bedrijven, waar zij laatstelijk arbeidden, aangesloten waren.

De bij het reglement bepaalde bijdragen worden, bij voorkomend geval, afgehouden van hunne vergoedingen en, door toedoen van den Staat, in bedoelde kassen gestort.

De voordeelen, aan de mijnwerkers toegestaan krachtens beslissingen genomen door het de Gemengd Nationale Mijncomissie, blijven hun bovendien toegekend.

Een Koninklijk besluit regelt de wijzen, waarop zij deelnemen in de kosteloze uitdeelingen van kolen.

ART. 7 (vroeger 8.)

De Minister kan den toegang tot de mijnen steeds verleenen aan bijzondere afgevaardigden, belast met het bestudeeren van vraagstukken, die de veiligheid of de gezondheid betreffen.

ART. 8 (ancien 9.)

Chaque délégué fait au moins dix-huit visites par mois dans les travaux souterrains de sa circonscription.

A la sortie des travaux, il consigne dans un registre spécial fourni par l'Administration des Mines et tenu, au siège d'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers :

- 1° La date de la visite ;
- 2° les heures auxquelles la visite a commencé et fini ;
- 3° l'itinéraire suivi ;
- 4° les faits essentiels observés.

Le directeur de l'exploitation, ainsi que les ouvriers, ont le droit de consigner leurs observations dans le même registre, en regard de celles du délégué.

Le délégué adresse, sans retard, copie des observations insérées au registre à l'ingénieur qui lui a été désigné à cette fin.

ART. 9 (ancien 10).

Nul ne peut être nommé aux fonctions de délégué à l'inspection des mines ni exercer ces fonctions s'il ne satisfait aux conditions ci-après :

- 1° Être Belge ;
- 2° Être âgé, à la date de sa nomination, de trente ans au moins et cinquante-deux ans au plus ;
- 3° Exercer effectivement depuis plus de dix ans, dont cinq années au moins à titre d'ouvrier ou de surveillant, soit dans la circonscription, soit dans les circonscriptions limi-

ART. 8 (vroeger 9).

Elke afgevaardigde bezoekt minstens achttienmaal per maand de ondergrondsche werken zijner omschrijving.

Wanneer hij de werken verlaat, vermeldt hij in een bijzonder register, door den Dienst van het Mijnwezen verschaft en, ten zetel van het bedrijf, ter beschikking van het bestuur en van de werklieden gesteld :

- 1° Den datum van het bezoek ;
- 2° De uren, waarop het bezoek begon en eindigde ;
- 3° Den gevolgden weg ;
- 4° De bijzonderste vastgestelde feiten.

De bestuurder van het bedrijf, alsmede de werklieden zijn gerechtigd om hunne aanmerkingen in hetzelfde register te vermelden tegenover die van den afgevaardigde.

De afgevaardigde zendt onverwijld een afschrift der in het register vermelde aanmerkingen aan den hem daartoe aangewezen ingenieur.

ART. 9 (vroeger 10).

Niemand kan worden benoemd tot het ambt van afgevaardigde bij het mijntoezicht, noch dit ambt uitoefenen, indien hij niet aan de hierna gestelde vereischten voldoet :

- 1° Belg zijn ;
- 2° Bij zijne benoeming, ten minste dertig jaar en ten hoogste twee en vijftig jaar oud zijn ;
- 3° Hetzij in de omschrijving, hetzij in de aangrenzende omschrijvingen en sedert meer dan tien jaar, waarvan ten minste vijf jaar als werkman of als opzichter, werke-

trophes, une ou plusieurs des branches du travail souterrain de la mine qui exigent un apprentissage;

4^o Savoir lire et écrire et connaître les quatre règles de l'arithmétique;

5^o Posséder les notions élémentaires relativement à la lecture des plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateure ou en dressant;

6^o Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus aux articles 15 et 19 de la loi organique des conseils de prud'hommes;

7^o N'avoir, depuis deux ans, encouru aucune condamnation pour infraction aux règlements de la police des mines.

ART. 10 (ancien 11).

Pour les ouvriers ou surveillants, porteurs d'un diplôme de capacité délivré par l'une des écoles industrielles subsidiées et inspectées par l'État dont le programme d'études comporte un cours d'exploitation des mines ou par les écoles agréées à cette fin, dans les conditions à déterminer par arrêté royal, l'âge d'éligibilité est réduit à 25 ans et la durée du métier réduite à cinq ans, dont trois années passées comme ouvriers qualifiés, à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire.

ART. 11 (ancien 12).

Deux mois au moins avant l'élection, les personnes qui comptent solliciter un emploi de délégué noti-

lijk hebben gearbeid in een of meer vakken van den ondergrondschen mijnarbeid, waarvoor eene opleiding is vereischt;

4^o Kunnen lezen en schrijven en de vier hoofdbewerkingen der rekenkunde kennen;

5^o De eerste beginselen kennen tot het begrijpen der plans van de ontginning eener laag in hare horizontale en loodrechte uitgestrektheid;

6^o Zich niet bevinden in een der gevallen van onwaardigheid, voorzien bij de artikelen 15 en 19 der wet tot inrichting der werkrechtersraden;

7^o Sedert twee jaar geen straf hebben ondergaan wegens overtreding der reglementen op de politie der mijnen.

ART. 10 (vroeger 11.)

Voor de werklieden of opzichters, houders van een bekwaamheidsdiploma afgeleverd door eene der door den Staat gesubsidieerde en onder dezes toezicht staande nijverheidsscholen, waarvan het studieprogramma een leergang van mijnontginning omvat, of door de scholen daartoe aangenomen, onder bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, wordt de ouderdom tot verkiesbaarheid verminderd tot 25 jaar en de duur van het bedrijf tot vijf jaar, waarvan drie jaar als vakarbeiders, met uitsluiting van elk werk als arbeider of helper.

ART. 11 (vroeger 12.)

Ten minste *twee* maand vóór de verkiezing geven de personen, die van plan zijn eene betrekking van

fient cette intention à l'Ingénieur en chef-directeur des Mines de l'arrondissement dont dépend la circonscription.

Elles lui font parvenir, en même temps, les pièces établissant qu'elles satisfont aux conditions fixées aux 1^o, 2^o, 3^o, 6^o et 7^o de l'article 9 de la présente loi.

Un mois au moins avant l'élection et sur convocation de l'Ingénieur en chef-directeur des Mines, les personnes qui aspirent à l'emploi et qui remplissent les conditions ci-dessus spécifiées, sont appelées à subir un examen de capacité ayant pour but d'établir qu'elles satisfont aux 4^e et 5^e de l'article 9 et qu'elles possèdent des notions suffisamment étendues sur les mesures de sécurité que comporte le travail de la mine.

L'épreuve a lieu devant un jury composé, en plus du fonctionnaire précité, d'un représentant des patrons et d'un représentant des ouvriers de la circonscription, désignés par le Ministre de l'Industrie et du Travail et choisis de préférence parmi les membres de la Commission nationale mixte des mines.

Un arrêté royal fixera les conditions de cette épreuve.

Sont réputées avoir satisfait à l'épreuve, les personnes ayant obtenu les six dixièmes des points.

L'ingénieur en chef-directeur des Mines délivre à chacune de celles-ci, une attestation établissant son aptitude à remplir l'emploi sollicité.

Les personnes non porteurs de cette attestation ne sont pas éligibles.

afgevaardigde aan te vragen, daarvan kennis aan den Hoofdingenieur-Bestuurder der Mijnen in het arrondissement, waartoe de omschrijving behoort.

Zij doen hem tegelijkertijd geworden de stukken, waaruit blijkt dat zij voldoen aan de vereischten gesteld bij de n^os 1^o, 2^o, 3^o, 6^o en 7^o van artikel 19 dezer wet.

Ten minste ééne maand vóór de verkiezing en na oproeping van den Hoofdingenieur-Bestuurder der Mijnen, moeten de personen, die de betrekking aanvragen en aan de hierboven gemelde vereischten voldoen, een bekwaamheidsexamen ondergaan om te bewijzen dat zij voldoen aan de n^os 4^o en 5^o van artikel 9 en dat zij een genoegzame uitgebreide kennis bezitten omtrent de veiligheidsmaatregelen in zake mijnarbeid.

Het examen wordt afgenomen door eene jury bestaande, benevens gemelden ambtenaar, uit een vertegenwoordiger der werkgevers en een vertegenwoordiger der werklieden van de omschrijving, benoemd door den Minister van Nijverheid en Arbeid en bij voorkeur aangewezen onder de leden van de Gemengde Nationale Mijncommissie.

De voorwaarden van dit examen worden bij Koninklijk besluit bepaald.

De personen, die zes tienden der punten bekomen, worden geacht, in het examen te hebben geslaagd.

Aan elk dezer levert de Hoofdingenieur-Bestuurder der Mijnen een bewijsschrift af, waaruit blijkt dat hij bekwaam is om de aangevraagde betrekking te bekleeden.

De personen, die niet in bezit zijn van dit bewijsschrift, zijn niet verkiesbaar.

ART. 12 (ancien 13).

Est électeur dans une circonscription, tout ouvrier ou ouvrière qui satisfait aux conditions suivantes :

1° Être Belge *et* jouir de ses droits civils et politiques;

2° Être âgé de 21 ans accomplis;

3° Être occupé depuis six mois au moins dans la circonscription, soit dans les travaux du fond, soit dans les installations de la surface qui se rapportent directement à l'exploitation de la mine et être inscrit sur la feuille de la dernière paie.

Ces conditions doivent être remplies à la date de l'arrêté de convocation des électeurs.

Conservent le droit à l'électorat, les ouvriers qui, pour cause de maladie, accident, grève, lock-out ou chômage involontaire, ont temporairement cessé de travailler.

ART. 13 (ancien 14).

Un arrêté royal déterminera le mode de formation des listes électorales de chaque circonscription.

ART. 14 (ancien 15).

Les électeurs sont convoqués par arrêté du Ministre, ayant la police des mines dans ses attributions et pour la première fois dans les six mois de la mise en vigueur de la présente loi.

Les délégués en fonctions lors de la mise en vigueur de cette loi achèveront leur mandat.

ART. 12 (vroeger 13.)

Is kiezer in eene omschrijving elke arbeider of elke arbeidster, die aan de volgende vereischten voldoet :

1° Belg zijn *en* het genot zijner burgerlijke en politieke rechten hebben;

2° Volle 21 jaar oud zijn;

3° Sedert ten minste zes maand arbeiden in de omschrijving, hetzij in de ondergrondse werken, hetzij in de bovengrondse werken die rechtstreeks tot de mijnontginning behooren, en ingeschreven zijn op den staat der laatste betaling.

Aan deze vereischten moet voldaan zijn op den datum van het besluit tot bijeenroeping der kiezers.

De werklieden, die tijdelijk op-hielden te arbeiden wegens ziekte, ongeval, werkstaking, uitsluiting of onvrijwillige werkloosheid, blijven kiesgerechtigd.

ART. 13 (vroeger 14).

Een Koninklijk besluit bepaalt op welke wijze de kiezerslijsten van elke omschrijving worden opge-maakt.

ART 14 (vroeger 15).

De kiezers worden opgeroepen bij besluit van den Minister, tot wiens bevoegdheid de mijnpolitie behoort, en, voor de eerste maal, binnen zes maanden na het in werking treden dezer wet.

De afgevaardigden, die in dienst zijn bij het in werking treden der wet, voleindigen hun mandaat

ART. 15 (anciens 16 et 17).

Le vote a lieu dans la commune désignée par l'arrêté de convocation.

L'organisation des opérations électorales est réglée par arrêté royal.

Il est statué par la Cour d'appel sur les réclamations tendant à faire annuler, pour irrégularité grave l'élection des candidats à proposer pour les emplois de délégués à l'inspection des mines.

Toute demande d'annulation totale ou partielle de l'élection pour irrégularité grave doit, à peine de déchéance, être formée par le Gouverneur, les intéressés ou les électeurs, dans les dix jours de la date du procès-verbal de l'élection. Les modalités de recours sont fixées par arrêté royal.

ART. 16 (ancien 18).

Sont proclamés candidats :

1^o Sans être astreints à subir l'épreuve prévue à l'article 11 et sans être soumis à l'élection, les délégués en fonctions dont le mandat vient à expiration ;

2^o Les quatre personnes ayant recueilli le plus grand nombre de voix à l'élection.

ART. 17 (ancien 19).

Les pénalités prévues au titre VI de la loi électorale du 30 juin 1894 sont applicables aux élections des délégués à l'inspection des mines.

ART. 15 (vroeger 16 en 17).

De stemming heeft plaats in de gemeente, door het oproepingsbesluit aangewezen.

De regeling der kiesverrichtingen wordt bij Koninklijk besluit vastgesteld.

Het Hof van beroep doet uitspraak over de bezwaarschriften strekkende tot nietigverklaring, wegens erge onregelmatigheid, van de verkiezing der kandidaten, voor te dragen voor de betrekkingen van afgevaardigden bij het mijntoezicht.

Elke aanvraag tot geheele of gedeeltelijke nietigverklaring van de verkiezing wegens erge onregelmatigheid moet, op straffe van vervallenverklaring, door den Gouverneur, de belanghebbenden of de kiezers worden ingediend binnen tien dagen na den datum van het proces-verbaal der verkiezing. De wijzen, waarop beroep wordt ingesteld, worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 16 (vroeger 18).

Worden tot kandidaten uitgeroepen :

1^o De in dienst zijnde afgevaardigden, wier mandaat is vervallen, en wel zonder het bij artikel 11 voorzien examen te moeten ondergaan en zonder te moeten verkozen worden ;

2^o De vier personen, die de meeste stemmen bij de verkiezing hebben bekomen.

ART. 17 (vroeger 19).

De straffen, voorzien bij titel VI der kieswet van 30 Juni 1894, zijn van toepassing op de verkiezingen voor de afgevaardigden bij het mijn-toezicht.

ART. 18 (ancien 20).

Pour chaque circonscription, le Ministre nomme un délégué effectif et un délégué suppléant parmi les candidats à l'emploi, tels qu'ils sont spécifiés à l'article 16.

Si, pour un emploi déterminé, quatre candidatures valables ne sont pas présentées par les ouvriers ou si l'un ou plusieurs des candidats élus refusent l'emploi, le Ministre peut nommer le délégué effectif et le délégué suppléant parmi les ouvriers réunissant les conditions énumérées à l'article 9 et ayant satisfait à une épreuve de capacité semblable à celle prévue à l'article 11.

Les nominations sont faites pour un terme de huit années.

Toutefois, le mandat des délégués effectifs est provisoire pour deux années. Sur avis favorable de l'Administration des mines, il devient ensuite définitif, sauf révocation.

Les avis de l'Administration des Mines sont motivés.

Tout délégué effectif qui, après un stage de deux ans, n'est pas maintenu en fonctions, est remplacé par son suppléant.

La nomination de ce dernier, en qualité de délégué effectif, est également provisoire pour deux années; elle peut alors devenir définitive dans les conditions spécifiées ci-dessus, pour la durée du terme qui reste à courir.

Il est pourvu de la même manière au remplacement du délégué effectif,

ART. 18 (vroeger 20).

Voor elke omschrijving benoemt de Minister een titelvoerenden afgevaardigde en een plaatsvervangenden afgevaardigde onder de kandidaten tot de betrekking, zooals die bij artikel 16 zijn bedoeld.

Indien, voor eene bepaalde betrekking, niet vier geldige candidaturen zijn voorgedragen door de werklieden of indien één of meer gekozen kandidaten de betrekking niet aanvaarden, kan de Minister den titelvoerenden afgevaardigde en den plaatsvervangenden afgevaardigde benoemen onder de werklieden, die voldoen aan de vereischten gesteld bij artikel 9 en zijn geslaagd in een bekwaamheidsexamen zooals dit voorzien bij artikel 11.

De benoemingen worden gedaan voor eene tijdruimte van acht jaar.

Evenwel is het mandaat van de titelvoerende kandidaten voorloopig voor twee jaar. Op gunstig advies van den Dienst van het Mijnwezen wordt het daarna definitief, behoudens afzetting.

De adviezen van den Dienst van het Mijnwezen moeten met redenen omkleed zijn.

Elke titelvoerende afgevaardigde die, na een proeftijd van twee jaar, niet in dienst wordt behouden, wordt door zijn plaatsvervanger vervangen.

De benoeming van dezen laatste als titelvoerende afgevaardigde is eveneens voorloopig voor twee jaar; zij kan alsdan definitief worden, op de hierboven bepaalde wijzen, voor de nog te loopen tijdruimte.

Op dezelfde wijze wordt tot de vervanging van den titelvoerenden afge-

en cas de démission, mise à la retraite, révocation ou décès de ce dernier.

Si, au moment où, dans les circonstances énoncées ci-avant, l'emploi de délégué effectif devient vacant, le délégué suppléant ne satisfait plus ou 2^o, 3^o, 6^o et 7^o de l'article 9 ou s'il n'accepte pas l'emploi, il est procédé à une nouvelle élection.

La convocation des électeurs se fait alors dans les deux mois de la vacance de l'emploi.

D'autre part, les électeurs sont convoqués six semaines avant l'expiration des mandats des délégués en fonctions.

Tout délégué effectif qui, après deux ans de stage, n'est pas maintenu en fonctions, ne peut plus aspirer à l'emploi.

Le délégué effectif entre en fonctions le 1^{er} du mois qui suit sa nomination.

ART. 19 (ancien 21).

Sera puni d'une amende de 26 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura mis obstacle à l'exercice de la mission des délégués ou des délégués spéciaux prévus à l'article 7.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants.

Le chapitre VII et l'article 85 du Livre I^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

vaardigde overgegaan bij dezès ontslag, pensionneering, afzetting of overlijden.

Indien, bij het openvallen van de betrekking van titelvoerenden afgevaardigde onder de hierboven bepaalde omstandigheden, de plaatsvervangende afgevaardigde niet meer voldoet aan de n^{rs} 2^o, 3^o, 6^o en 7^o van artikel 9 of indien hij de betrekking niet aanvaardt, wordt er tot een nieuwe verkiezing overgegaan.

De kiezers worden alsdan opgeroepen binnen twee maand na het openvallen van de betrekking.

Anderzijds worden de kiezers opgeroepen zes weken vóór het vervallen van de mandaten der in dienst zijnde afgevaardigden.

Elke titelvoerende afgevaardigde die, na eenen proeftijd van twee jaar, niet in dienst behouden wordt, kan naar de betrekking niet meer dingen.

De titelvoerende afgevaardigde treedt in dienst den eersten der maand volgende op zijne benoeming.

ART. 19 (vroeger 21).

Al wie het vervullen van de opdracht der afgevaardigden of der bijzondere afgevaardigden, voorzien bij artikel 7, hindert, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en met eene gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden of met slechts ééne dezer straffen.

De bedrijfshoofden zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling der boeten, ten laste van hunne bestuurders of zaakvoerders uitgesproken.

Hoofdstuk VII en artikel 85, Boek I, van het Strafwetboek zijn van toepassing op de overtredingen, bij dit artikel voorzien.

ART. 20 (ancien 22).

Le délégué qui est atteint d'une infirmité le rendant impropre à son service peut être relevé de ses fonctions par le Ministre.

Peut être révoqué par le Ministre, le délégué qui se rend coupable d'un manquement grave à ses devoirs ou qui cesse de réunir les conditions prescrites aux 6^e et 7^e de l'article 9 de la présente loi.

ART. 21 (ancien 23).

Tout délégué dont un parent en ligne directe serait engagé dans un charbonnage de la circonscription en qualité de chef porion ou de conducteur des travaux, ne pourra continuer l'exercice de ces fonctions que moyennant l'obtention d'une autorisation spéciale du Ministre.

ART. 22 (ancien 24).

Les délégués à l'inspection des mines sont mis d'office à la retraite à l'âge de soixante ans.

Le Ministre peut, d'office, maintenir en fonctions, jusqu'à l'âge de 60 ans, les délégués âgés de plus de 52 ans, dont le mandat viendrait à expiration.

Les dispositions légales relatives aux pensions des agents de l'État sont applicables aux délégués à l'inspection des mines, sauf que la durée des services à l'État, exigée par l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1844, est réduite à quinze années.

ART. 20 (vroeger 22).

De afgevaardigde, die lijdt aan een lichaamsgebrek, waardoor hij voor zijn dienst ongeschikt is, kan door den Minister uit zijn ambt ontslagen worden.

De afgevaardigde, die zich schuldig maakt aan eene zwaarwichtige tekortkoming aan zijne plichte of die niet meer voldoet aan de vereischen gesteld bij de n^{rs} 6^e en 7^e dezer wet, kan door den Minister afgezet worden.

ART. 21 (vroeger 23).

Elke afgevaardigde, waarvan een bloedverwant in de rechte linie als hoofdopzichter of als leider der werken mocht werkzaam zijn in eene kolenmijn der omschrijving, mag niet langer zijn ambt vervullen, tenzij hij daartoe eene bijzondere machtiging van den Minister bekomt.

ART. 22 (vroeger 24).

De afgevaardigden bij het mijntoezicht worden van ambtswege op pensioen gesteld op den leeftijd van zestig jaar.

De Minister kan de afgevaardigden van meer dan twee en vijftig jaar, wier mandaat mocht vervallen, van ambtswege in dienst behouden tot den leeftijd van zestig jaar.

De wetsbepalingen betreffende de pensioenen van de Staatsbeambten zijn van toepassing op de afgevaardigden bij het mijntoezicht, met dit verschil dat het aantal jaren dienst bij den Staat, bij artikel 1 der wet van 21 Juli 1844 vereischt, tot vijftien jaren wordt vermindert.

Des avantages qui résultent pour eux de l'application des lois coordonnées du 30 août 1920 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs ou qui pourraient résulter des modifications qui seraient apportées à ces lois, la partie correspondant à la durée du temps passé au service de l'Etat sera soustraite de la pension qui sera allouée par l'Etat aux délégués à l'inspection des mines.

Un arrêté royal réglera l'affiliation des délégués à l'inspection des mines à une Caisse de veuves et d'orphelins.

ART. 23 (ancien 25).

La loi du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille, est abrogée.

Van de voordeelen, welke voor hen voortvloeien uit de toepassing van de samengeordende wetten d. d. 30 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers of welke mochten voortvloeien uit de in deze wetten gebrachte wijzigingen, wordt het gedeelte, overeenstemmende met den tijd doorgebracht in Staatsdienst, afgetrokken van het pensioen, door den Staat te verleen en aan de afgevaardigden bij het Mijntoezicht.

De aansluiting, bij een Weduwen- en Weezenkas, van de afgevaardigden bij het Mijntoezicht wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 25 (vroeger 23).

De wet van 11 April 1897 tot aanstelling van afgevaardigden bij het toezicht op de ondergrondse werken in de steenkolenmijnen wordt ingetrokken.